

**RAPPORT N° 2023/1-16  
au Bureau Communautaire  
en séance du jeudi 23 Février 2023**

**OBJET**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN PERSONNEL D'ETABLISSEMENT  
OU SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT) AFFECTE AU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE**

La CINOR a choisi de développer sa politique handicap en faveur des agents en conventionnant avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes en situation de Handicap de la Fonction Publique (FIPHFP), pour une durée de trois ans à compter du 01 janvier 2022.

Aussi, afin de favoriser l'insertion de personnes en situation de handicap, la collectivité a choisi, dans le cadre d'une mise à disposition, d'accueillir au sein de son réseau de lecture publique, un personnel d'établissement ou service d'aide par le Travail (ESAT).

Pour rappel, la mise à disposition est une modalité de détachement d'un travailleur d'ESAT pour occuper un poste dans l'entreprise ou pour prendre en charge un supplément d'activité. La personne mise à disposition est placée sous la directive de l'entreprise et reste en lien avec le chargé d'insertion de l'ESAT.

A partir d'une convention tripartite, la personne mise à disposition reste juridiquement rattachée à son établissement d'origine dont elle reste l'usager. Elle continue de bénéficier, si besoin, d'un accompagnement médico-social et professionnel. Elle est néanmoins soumise à la hiérarchie et réglementation internes de la collectivité. Le temps de travail hebdomadaire ne peut être supérieur à 35 heures.

Au regard de l'intérêt de ce dispositif aussi bien pour la collectivité que pour le personnel mis à disposition, il convient de renouveler la convention de mise à disposition par l'ESAT les TIDALONS d'une personne en situation de handicap, à hauteur de 69 heures par mois réparties sur 4 jours par semaine et 3 samedi par mois, à raison de 12 € de l'heure, ce qui représente la somme prévisionnelle mensuelle de 828 €. Cette convention s'étendrait du 03 janvier 2023 au 30 juin 2023.

Le coût de la mise à disposition est déductible de la cotisation pour l'Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés (O.E.T.H.) de la collectivité.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition par l'ESAT les TIDALONS, d'une personne en situation de handicap, pour le réseau de lecture publique de la CINOR, dans le cadre de la convention ci-jointe.
- Autoriser le Président à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2023/1-16  
du Bureau Communautaire  
en séance du 23 Février 2023**

**OBJET**

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN PERSONNEL D'ETABLISSEMENT  
OU SERVICES D'AIDE PAR LE TRAVAIL (ESAT) AFFECTE AU RESEAU DE LECTURE PUBLIQUE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis de la Commission Administration Finances joint en annexe ;

Sur le rapport n° 2023/1-16 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la mise à disposition par l'ESAT les TIDALONS, d'une personne en situation de handicap, pour le réseau de lecture publique de la CINOR, dans le cadre de la convention ci-jointe.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer cette convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

Le Président  
Maurice GIRONCEL

